



HAL
open science

“Nothing will be as before”. The everyday life of Romani community of Sulukule after an urban renewal project in Istanbul

Gülçin Erdi

► **To cite this version:**

Gülçin Erdi. “Nothing will be as before”. The everyday life of Romani community of Sulukule after an urban renewal project in Istanbul. *Les Cahiers d’EMAM*, 2019, 31, 10.4000/emam.2009 . halshs-02326086

HAL Id: halshs-02326086

<https://shs.hal.science/halshs-02326086>

Submitted on 22 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Les Cahiers d'EMAM

Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée

31 | 2019

Varia

« Rien ne sera jamais comme avant ». La vie de la communauté rom de Sulukule après un projet de rénovation urbaine à Istanbul

“Nothing will be as before”. The everyday life of Romani community of Sulukule after an urban renewal project in Istanbul

Gülçin Erdi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/emam/2009>

DOI : 10.4000/emam.2009

ISSN : 2102-6416

Éditeur

Équipe Monde arabe Méditerranée (EMAM) - CITERES

Édition imprimée

ISBN : 1969-248X

ISSN : 1969-248X

Ce document vous est offert par Université de Tours



Référence électronique

Gülçin Erdi, « « Rien ne sera jamais comme avant ». La vie de la communauté rom de Sulukule après un projet de rénovation urbaine à Istanbul », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], 31 | 2019, mis en ligne le 16 septembre 2019, consulté le 22 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/emam/2009> ; DOI : 10.4000/emam.2009

Ce document a été généré automatiquement le 22 octobre 2019.



Les Cahiers d'EMAM est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

« Rien ne sera jamais comme avant ». La vie de la communauté rom de Sulukule après un projet de rénovation urbaine à Istanbul

“Nothing will be as before”. The everyday life of Romani community of Sulukule after an urban renewal project in Istanbul

Gülçin Erdi

- 1 Les projets de transformation et de rénovation urbaine se sont multipliés en Turquie depuis une dizaine d'années et de nombreux quartiers sont aujourd'hui concernés par ces projets¹. Selon un rapport du groupe consultatif du programme ONU-Habitat sur les expulsions forcées, publié en 2009, 80 000 personnes étaient alors affectées par ces expulsions à Istanbul (AGFE, 2009). Le projet de rénovation de Sulukule a constitué le premier exemple – et en cela il est emblématique – de ce mode d'intervention, mis en œuvre de façon accélérée par les décideurs publics à partir de 2004. Dans ce nouveau contexte, l'État apparaît comme la principale force d'impulsion et de développement des projets urbains. Il a ainsi favorisé la privatisation d'un grand nombre de bâtiments industriels anciens ; il a permis l'utilisation massive, par des entreprises privées et à des fins très diverses, de forêts, de rivières² et de terrains publics dont l'urbanisation s'est effectuée de façon non réglementaire. Il est à l'initiative des lois qui ont exproprié les propriétaires des biens (fonciers ou immobiliers) qu'ils possédaient dans des quartiers insalubres des centres-villes, quartiers qui n'en sont pas moins susceptibles de procurer de gros profits en cas de réhabilitation/rénovation. Dans tous ces projets, les risques sont pris et les garanties sont données par l'Etat et ses institutions pour rassurer les investisseurs (Cavuşoğlu, Strutz, 2014). Dans le secteur immobilier, ces politiques sont exercées sous le monopole de la *Başbakanlık Toplu Konut İdaresi Başkanlığı* (TOKİ : Présidence de l'administration des logements collectifs, relevant du Premier ministre), une institution publique responsable de la gestion du parc immobilier et des terrains publics dans toutes les métropoles turques. La rénovation³ de quartiers anciens que l'on

pouvait qualifier, autrefois, de populaires, comme c'est le cas de Sulukule à Istanbul, procède de cette dynamique favorisée voire stimulée par les politiques publiques et le secteur immobilier (Rose, 2006 ; Hackworth, Smith, 2001).

- 2 Dans ce nouveau contexte urbain, on observe dans plusieurs quartiers d'Istanbul une forme de gentrification si on entend celle-ci comme une forme particulière d'embourgeoisement qui concerne les quartiers populaires et passe par des projets de transformation de l'habitat, voire de l'espace public et des commerces (Clerval, 2014)⁴. Il ne s'agit pas d'une gentrification progressive résultant de décisions individuelles de personnes à la recherche d'une certaine authenticité, de mixité et d'une vie de quartier conviviale (Vermeersch, 2006), mais plutôt d'un processus *top-down* caractérisé par un réinvestissement du centre par les pouvoirs publics et les acteurs privés de l'immobilier, produisant une nouvelle offre de logements haut de gamme dans les anciens quartiers populaires (Smith, 1996) en vue de générer une rente foncière élevée.
- 3 Depuis que la conception néolibérale⁵ s'est imposée dans la fabrique de l'espace urbain en Turquie, l'objectif fondamental des projets de transformation est de rendre les villes économiquement et culturellement attractives ; dans ce but, les décideurs publics cherchent à éliminer tout ce qui pourrait dégrader l'image positive qu'ils souhaitent donner de leurs villes (Enlil, 2011)⁶. Ainsi, depuis 2004, les municipalités et le gouvernement ont-ils entrepris de lancer des projets visant à transformer les grandes métropoles turques pour renforcer leur attractivité aux yeux des investisseurs étrangers et des touristes. Ces projets ciblent en premier lieu des zones d'habitat informel, appelées *gecekondu*⁷ en turc, et des quartiers anciens autrefois bien entretenus, comme Sulukule, mais aujourd'hui paupérisés, avec des logements dégradés, abritant souvent des minorités ethniques, religieuses ou politiques, ainsi que des populations marginalisées. Pour les décideurs publics, ces deux types de quartiers, où vivent des populations vulnérables et marginalisées telles que les Roms, font obstacle à l'épanouissement d'une ville « saine, propre et sûre »⁸. Ils présentent la « rénovation » de ces quartiers comme une nécessité, invoquant notamment le risque sismique⁹ qui exigerait impérativement des expropriations et des déplacements des habitants d'origine, lesquels sont relogés dans des logements de type HLM situés à la périphérie de la ville, sans que leur avis leur ait été demandé et sans que leur participation, sous une forme ou une autre, ait été recherchée.
- 4 En 2006, la mairie de l'arrondissement de Fatih a initié, sous l'égide du TOKİ, le projet de rénovation de Sulukule, en prétextant la dégradation de son bâti, les conditions de vie indécentes de ses habitants, la criminalité ainsi que les risques encourus par les constructions en cas de tremblement de terre. Les maisons et les bâtiments étaient en effet vétustes, faute d'entretien et du fait de la faiblesse des moyens financiers que les habitants auraient pu leur consacrer. En outre, le quartier étant situé à l'intérieur des murailles byzantines, sur la Corne d'Or déclarée *Patrimoine mondial de l'Humanité* par l'Unesco en 1985, les habitants rencontraient de nombreux obstacles bureaucratiques quand ils tentaient de réparer ou de rénover leurs maisons. La dégradation du quartier, implicitement recherchée ou pour le moins non combattue par les autorités municipales, a permis à ces dernières de justifier et de légitimer le projet de transformation (Erdi Lelandais, 2014).
- 5 La majorité de la population de Sulukule est composée de Roms. S'il existe d'autres quartiers à Istanbul où vivent des communautés roms (Sarigöl, Karagümruk, Kasimpaşa, etc.), Sulukule reste le plus emblématique compte tenu de sa culture locale,

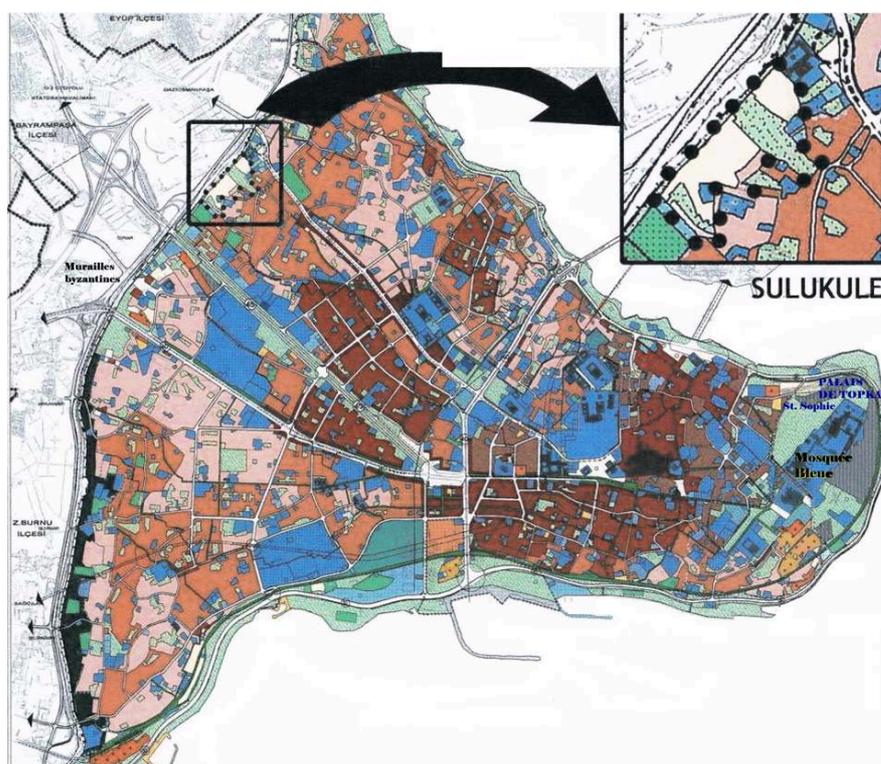
« à part », liée à l'expression musicale et artistique en son sein. Certaines recherches estiment que l'installation des Roms dans ce quartier remonterait au XVI^e siècle (Kolukirik, 2005). Sulukule est situé à l'intérieur des murailles byzantines de la ville, dans l'arrondissement de Fatih sur la péninsule historique (la Corne d'Or). Avant le démarrage du projet de rénovation en 2006, le quartier abritait environ 3 500 Roms, sur une population totale de 7 233 personnes (Recensement 2008 ; Foggo, 2007). Selon les nombreuses enquêtes réalisées par la municipalité et des associations, la plupart d'entre eux vivaient dans ce quartier depuis plusieurs générations. Entre 50 à 70 % des habitants affirment y être nés. Certaines familles possédaient même un titre de propriété datant de l'époque ottomane.

- 6 Jusqu'aux années 1960, les Roms résidaient dans deux quartiers voisins, Sulukule et Sultan Mahalle. En réalité, une partie de Sulukule a été démolie dans les années 1960 en raison de l'ouverture d'un grand boulevard (Vatan Caddesi), à la suite de quoi ses habitants se sont concentrés dans Sultan Mahalle, qui a pris ensuite le nom de Neslişah en raison des découpages administratifs imposés par les maires successifs. Malgré ces évolutions, le lieu constituant ces deux quartiers a gardé le nom de Sulukule et ce nom a forgé l'identité de ses habitants. Le nom officiel Neslişah n'a jamais été adopté par eux et n'a figuré que sur des documents officiels d'État civil.
- 7 La recherche empirique pour cet article a été menée entre mars et décembre 2011 dans une perspective ethnographique afin d'étudier les pratiques quotidiennes des habitants, les liens sociaux et les formes de résistance au sein de ce quartier de Sulukule. Nous avons eu recours à des entretiens semi-directifs approfondis avec ses habitants et des militants associatifs ayant activement participé aux campagnes contre la transformation du quartier Sulukule : Association des bénévoles de Sulukule, Association Bir Umut, Mouvement d'urbanisation du peuple, Association de Sulukule pour la solidarité et le développement de la culture rom). Nous avons recueilli à cette occasion leur opinion, enregistré leurs expériences ainsi que leur perception de la ville et ce qu'elle représente pour eux. Des observations participantes lors de réunions, mobilisations et rassemblements ainsi que des entretiens collectifs (*focus group interviews*) avec des femmes fréquentant l'Association des bénévoles de Sulukule pour des cours collectifs ont également été réalisés.
- 8 Dans l'article, nous employons le terme de « quartier » dans le sens de lieu de vie et de voisinage. En turc, le terme *mahalle*, qui en est la traduction, est souvent utilisé pour qualifier l'espace de vie de proximité des habitants ; ses limites ne sont pas définies précisément et elles fluctuent selon les individus. En même temps, il correspond également au plus petit découpage administratif ; il a un *muhtar*¹⁰ à sa tête, élu au suffrage universel des habitants et chargé de délivrer les documents administratifs et d'inscrire sur les listes électorales. En ce sens, ce que nous appelons Sulukule renvoie au *mahalle* des habitants correspondant au premier sens du terme ; il se situe entre les deux *mahalles* administratifs de Hatice Sultan et Neslişah.
- 9 Cet article se focalisera sur les effets d'un projet de rénovation urbaine sur les pratiques de la vie quotidienne de la communauté rom de Sulukule. Après avoir présenté le portrait social des habitants et leurs différentes pratiques de leur vie quotidienne, nous exposerons les objectifs et les composantes du projet de rénovation et les réactions des habitants qu'il a suscitées. Enfin, nous montrerons comment le projet a transformé non seulement cet espace mais également les manières propres aux Roms d'habiter et de vivre la ville.

« C'était notre paradis caché » : un quartier invisible derrière les murailles byzantines

- 10 Les Roms de Sulukule gagnent leur vie, en majorité, comme musiciens, danseurs, voyants, vendeurs ambulants, polisseurs de cuivre [*kalaycı*] ou fabricants de tamis [*elek*]. En Turquie, et notamment à Istanbul, les Roms sont majoritairement sédentaires et forment une communauté assez fermée, vivant très souvent « entre soi » (Tissot, 2014), soit en réaction aux stigmatisations dont ils font l'objet, soit à cause de la ségrégation qu'ils subissent *de facto* de la part de l'État et/ou de la société en raison des préjugés socio-culturels à leur encontre. Ainsi, les Roms se regroupent très souvent dans certains quartiers (cf. *supra*), connus dans chaque ville turque comme étant des lieux d'habitation roms [*çingene mahallesi*]¹¹. Sulukule est l'un d'eux.

Figure 1. Sulukule sur la Corne d'Or.

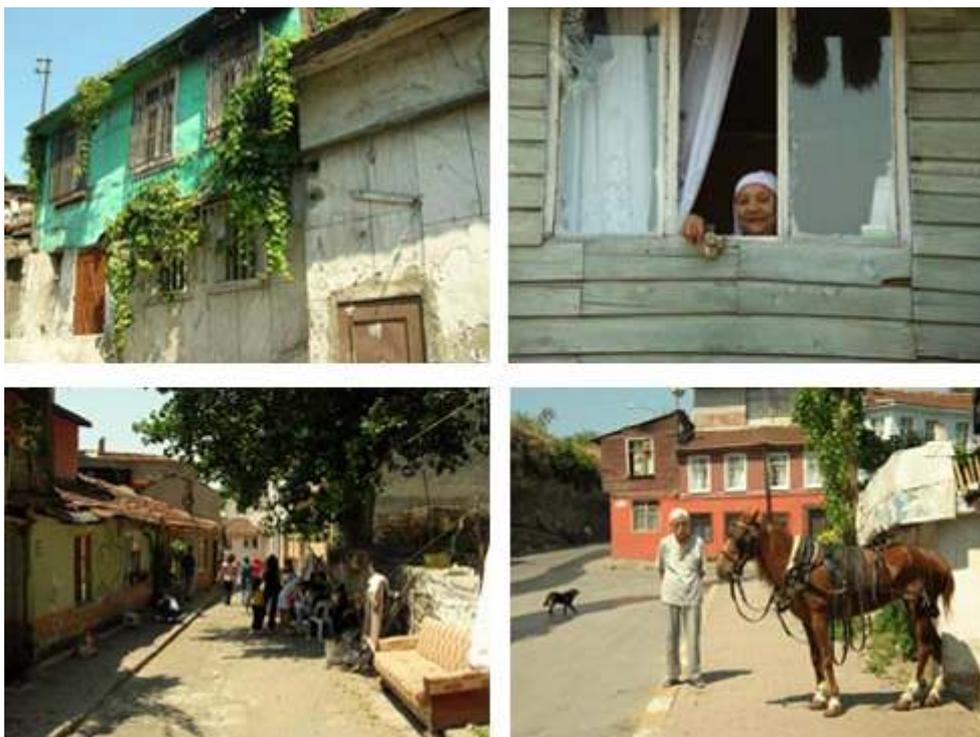


Source : Istanbul Belediyesi [Mairie métropolitaine d'Istanbul], 2005.

- 11 Sulukule, avant la rénovation, présentait des caractéristiques qui le distinguent du reste des quartiers administratifs auxquels il est rattaché et de ceux qui l'entourent. Il était composé de petites ruelles étroites et de maisons individuelles ne dépassant pas les deux étages. Les maisons étaient collées les unes aux autres et leur disposition favorisait les pratiques quotidiennes de voisinage et l'occupation de l'espace de la rue (Fig. 2). Leurs portes habituellement ouvertes et la présence des femmes assises devant leur maison témoignaient d'une continuité entre la vie à l'extérieur et la vie à l'intérieur. Les habitants rappellent à l'envi l'importance que la rue et le quartier occupaient dans leur vie quotidienne, et expliquent même que leurs maisons étaient petites puisqu'ils n'y rentraient que pour y dormir (entretien avec Türkan, une

habitante de Sulukule, 31/03/2011). La rue « reste toujours le complément naturel, l'appendice immédiat du réduit domestique » (Flamand, 2001, p. 50). C'est un espace qui prolonge un petit logement parfois surpeuplé, les habitants vivant bien souvent avec leurs parents et leurs fratries même après le mariage. Elle est aussi la matrice principale de la sociabilité et de la solidarité populaires, avec ses cafés et ses commerces de proximité.

Figure 2. Vues de Sulukule avant le projet de rénovation.



Source : *Sulukule Günlüğü* [Journal de Sulukule], <http://sulukulegunlugu.blogspot.fr/> [mis en ligne 30/09/2013 ; consulté le 10/09/2019].

- 12 Cette enclave rom, produit du stigmate porté par la population rom et de la marginalisation qui en résulte, n'a pas fait l'objet d'une attention particulière en tant qu'entité constitutive de l'aire urbaine stambouliote, du moins jusqu'aux années 2000. Elle était majoritairement perçue, dans l'opinion publique stambouliote, comme un lieu d'insécurité, de criminalité et de prostitution (Kolukırık, 2005). Les acteurs publics n'y intervenaient pas, si ce n'est pour assurer le maintien de l'ordre et procéder occasionnellement à des destructions partielles de constructions.
- 13 Durant les années 1990, à l'époque où Sadettin Tantan (ancien chef de la Police appartenant à la mouvance de la droite nationaliste) était maire, la cible récurrente des interventions des forces de l'ordre étaient les *eğlence evleri* [maisons-tavernes de divertissement] gérées par certains Roms. Ces maisons, dans lesquelles les hommes jouent de la musique et les jeunes femmes pratiquent la danse du ventre, qui proposent un service de restauration, ont toujours été considérées par les pouvoirs publics comme des lieux de décadence où la consommation de drogue se mêle à la prostitution. Ressources financières importantes du quartier, elles ont alors été interdites, reléguées dans l'illégalité avant de disparaître définitivement au bout de quelques années. Leur fermeture a privé la population d'une source régulière de revenus, accélérant de ce fait

sa paupérisation. Les regrets sur la situation qui a précédé la fermeture perdurent encore :

« Avec ces maisons, tout le monde gagnait de l'argent, payait ses impôts. C'était réputé dans toute la Turquie. Nous avions une très bonne situation financière. On mettait les mêmes marques de vêtements et de chaussures que les grandes vedettes du pays. Chacun avait de l'argent, des bijoux, des voitures de luxe. »

Entretien avec şükrü, président d'une association et habitant dans le quartier, 15/03/2011.

- 14 Si la disparition des *eğlence evleri* a effectivement privé les habitants d'une source de revenus conséquente, tous ne travaillaient pas dans ce secteur. Un historien turc, I. Ortaylı (2002, p. 138), rapporte ainsi :

« En allant vers le sud du quartier par la rue de Niyazi Misr-i, on observait quelques maisons de divertissement. Leurs propriétaires fournissaient des danseurs et des musiciens. Les habitants des rues Çınarlı Bostan, Zuhurî et Neslişah étaient ceux qui travaillaient dans le secteur du divertissement et probablement aussi les propriétaires des vieilles maisons de Sulukule, détruites dans les années 1960. Ceux qui habitaient autour de la mosquée de Neslişah, dans les rues Küçükçınar, Sarmaşık et Çalı, étaient différents des autres habitants et même parfois en conflit avec eux. »

- 15 Ces propos montrent qu'il y avait non seulement une diversité des activités dans le quartier, mais qu'y existait aussi un certain antagonisme entre habitants. Celui-ci a refait surface à l'occasion du lancement du projet de rénovation du quartier, auquel une partie seulement des habitants s'est montrée favorable sans se rendre compte que le remboursement des prêts accordés par le TOKİ devrait se prolonger sur une longue période. Pour justifier le lancement du projet, ces habitants ont mis en avant un argumentaire moral à partir des *eğlence evleri*. En décembre 2007, un habitant de Sulukule déclarait ainsi devant la commission d'enquête des Droits de l'Homme du Parlement : « Les habitants de Sulukule ne sont pas des musiciens, comme on le croit [...]. Ils sont consommateurs d'alcool, ils habituent leurs enfants à la drogue. Ce que l'on appelle "culture" dans ce quartier, c'est la prostitution des enfants »¹².
- 16 Des observations approfondies effectuées dans le quartier nous ont permis de nous faire une autre idée des diverses activités économiques exercées par les Roms. En plus des musiciens et des danseuses proposant leurs services dans les *eğlence evleri*, mais aussi dans les tavernes [*meyhanes*] des quartiers animés d'Istanbul (comme Beyoğlu et Kumkapı), les Roms exercent des métiers ambulants et précaires : vanniers, ferrailleurs, étameurs, vendeurs de vêtements d'occasion, marchands de fruits et légumes, etc. L'une des caractéristiques de ces métiers est qu'ils sont quasi exclusivement exercés au sein du quartier et dans les rues alentour, qu'ils ne nécessitent donc aucun déplacement dans la ville et n'occasionnent aucune dépense de transport public. Les vendeurs ambulants, les épiciers et les autres actifs du même type s'adressent à une clientèle qui vit dans le quartier. Les habitants préfèrent en effet se ravitailler auprès d'eux, quitte à compléter leurs achats au marché installé une fois par semaine. Ces interconnaissances facilitent les échanges et l'établissement de solidarités sociales, et font du quartier un lieu indispensable pour la communauté rom. Pour reprendre le constat de C. Lévy-Vroelant (2002, p. 226) relatif aux habitants des quartiers populaires, les habitants de Sulukule « prennent possession de la place publique, et sont encore chez eux chez le petit commerçant, qui les connaît et accepte de leur faire crédit ».
- 17 Ainsi Sezer (habitante du quartier), interviewé le 17/03/2011, nous dit :

« Tout le monde sait qu'ici, tu peux aller chez l'épicier pour acheter très peu de sucre. Il y a des gens qui ne peuvent même pas aller à l'épicerie. Je ne vais pas te mentir. J'ai parfois de l'argent et parfois non. Nous avons un épicier juste à côté. Je lui demande : "Peux-tu me donner du sucre pour une lire ?", il donne. "Peux-tu me donner deux pochettes de thé ?", il donne. Soit à payer plus tard, soit pour une somme modique... Ou bien je vais chez ma nièce qui est à côté pour demander un oignon ou 50 liras..., c'est-à-dire qu'ici, tout le monde est soudé, on s'entraide pour continuer à vivre. »

- 18 Le discours de Sezer prouve bien que les solidarités et l'entraide qui s'établissent et se déploient dans le quartier ou dans les familles en raison des liens tissés entre les habitants sont autant d'outils qui permettront de faire face, par la suite, à la déposssession qu'engendrera le projet de transformation du quartier.
- 19 Enfin, dans la vie quotidienne, on constate une division spatiale genrée du quartier. Les lieux de socialisation des femmes et des hommes sont distincts en raison de la division sexuée traditionnelle du travail qui relègue très souvent les femmes aux espaces privés ; les enfants en bas âge restent avec les femmes et les jeunes passent souvent leur journée ensemble, loin des adultes. Dès midi, les hommes, pour la plupart touchés par la précarité de l'emploi, mais aussi en raison de leur travail se déroulant souvent dans la soirée (cf. *supra*), se retrouvent au café du quartier situé en face de la mosquée et passent leur journée à jouer aux cartes ou au « Rummikub chiffres ». Une partie d'entre eux fréquente également l'amicale du club de football de Karagümruk – quartier limitrophe de Sulukule, qui abrite lui aussi une importante communauté rom –, dont le local se trouve juste à côté du café. D'autres préfèrent se rendre au local de l'Association de Sulukule pour la solidarité et le développement de la culture rom, fondée en 2006 pour défendre les droits des Roms après la mise en œuvre du projet de transformation (Fig. 3), même si ce local a été transformé en une sorte de café, une fois le projet achevé. L'association continue cependant à jouer le rôle de relais d'information sur le quartier, ses habitants et les changements effectués par le projet de rénovation auprès de la population du quartier.

Figure 3. Locaux de l'association de Sulukule pour la solidarité et le développement de la culture rom, fondée en 2006.



Cliché : G. Erdi, mars 2011.

- 20 Quant aux femmes, elles restent souvent dans leur rue où elles peuvent trouver la compagnie d'autres femmes, généralement leurs voisines. Pendant la saison chaude, elles passent leur temps ensemble, chacune installée sur une chaise placée devant la porte de la maison. Elles partagent le thé et parlent de ce qui se passe dans le quartier. Ces rencontres sont, pour elles, des moments importants d'échange d'informations sur le quartier, sur les enfants et sur les rumeurs qui agitent le voisinage. Excepté pour les courses, elles s'éloignent rarement de leur rue. Les hommes occupent donc davantage l'espace dans le quartier. Ils investissent les cafés et les locaux des associations, stationnent leur voiture en groupe devant ces établissements ou autour d'un vendeur ambulant (vendeurs de thé, de graines de tournesol, de *kefta*, de riz pilaf, etc.). Les enfants, principalement les garçons de 7 à 15 ans, occupent également, souvent bruyamment, les rues du quartier, pour jouer au football ou à cache-cache.
- 21 Sulukule est un quartier qui ne s'est jamais inscrit dans un processus d'urbanisation métropolitaine verticale, lequel consiste à rentabiliser l'espace en construisant des immeubles à plusieurs étages ou des commerces modernes du type supermarché. Les habitants se sont créés un monde à part et ne se plaignent que rarement de l'absence de services publics dans leur quartier. Celui-ci représente principalement pour eux un lieu d'accomplissement individuel et collectif. Alors que les acteurs publics le considéraient comme un lieu de délinquance à éradiquer, le quartier était pour ses habitants un espace qui satisfaisait leurs besoins sociaux vitaux, où le logement était assuré en raison de la faible cherté des loyers et où l'environnement était rassurant grâce à l'existence de réseaux de solidarité. Ainsi, le quartier et la communauté locale offraient la caractéristique d'être dotés d'une « forte identité collective organisée autour du partage d'un système de valeurs et de normes à grand pouvoir intégrateur » (Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007, p. 52). Le président de l'Association de Sulukule

pour la solidarité et le développement de la culture rom, şükrü, nous éclaire, lors de l'entretien du 15/03/2011, sur la signification du quartier pour ses habitants :

« Vous avez dû voir les murailles byzantines autour de notre quartier. Elles peuvent vous apparaître comme des cailloux ordinaires, mais, en fait, elles étaient notre couverture. Une couverture qui camouflait notre pauvreté, nos disputes, notre honneur. Le quartier était notre maison. Nous le considérons ainsi. Un quartier gai, dans lequel on entendait de la musique toute la journée, et nos soirées... Tu connais le carnaval de Rio ? C'était comme ça, mais toute l'année. Nos fêtes, nos joies, notre malheur, on les partageait tous ensemble. C'était le lieu qui faisait de nous ce que nous étions. Quand ils ont détruit notre quartier, nous avons souffert comme une maman arrachée à son enfant. Il était tout pour nous. »

- 22 L'attachement au quartier que rappelle le président de l'Association nous renvoie à F. Ripoll (2005, p. 36), quand celui-ci explique qu'« avoir ses propres lieux, c'est avoir une certaine maîtrise de son rythme d'usage et, donc, de son propre temps. D'un point de vue symbolique, c'est aussi exister de façon à la fois plus matérielle et légitime, c'est se faire sa place dans un espace social ». Le quartier constitue ici ce que W. Sewell (2001, p. 65) appelle un « lieu sacré », où l'action prend une signification renforcée aux yeux des participants aussi bien que des témoins. Malgré les problèmes récurrents en son sein et les désaccords occasionnels entre les habitants, le quartier était le lieu où il était possible de se construire une vie avec ses habitudes, ses rituels et ses pratiques ordinaires sans attirer l'attention. En d'autres termes, Sulukule représentait pour ses habitants un refuge, un lieu de sérénité et de stabilité, un lieu protégé où ils échappaient à la stigmatisation, à l'exclusion ou au mépris ; où les occupants « bénéficiaient d'une protection symbolique contre l'intervention des autorités et des ennemis » (Mathieu, 2011, p. 194). F. Ripoll rappelle aussi qu'avoir des « lieux à soi » peut constituer une ressource pour les groupes contestataires. Dans le cas de Sulukule, le passage à l'action des habitants sera déclenché par la menace qui pèse sur ce lieu, source de leur identité personnelle et collective.

Projet de rénovation et mobilisation des habitants à Sulukule

- 23 Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) au début des années 2000, l'espace urbain a été progressivement considéré comme une source de profit et sa valorisation passe par des projets de transformation urbaine. Dans cette perspective, les métropoles comme Istanbul ou Ankara sont devenues, pour les autorités et les promoteurs/financiers, de véritables laboratoires géographiques où sont menées diverses expériences urbanistiques et immobilières visant à accroître la valeur foncière : création de centres financiers, construction de centres commerciaux, de parcs touristiques ou encore de lotissements résidentiels fermés dont les accès sont contrôlés (*gated communities*). Les configurations de mixité et de cohésion sociales au sein de la ville disparaissent progressivement, au profit d'une nouvelle organisation socio-spatiale qui résulte de la mise en œuvre, par les autorités municipales, de politiques d'aménagement urbain de type « hygiéniste »¹³. Celles-ci prennent ainsi comme justification – ou comme prétexte, si l'on préfère –, en particulier lorsqu'elles prennent la forme d'opérations de rénovation, la nécessité d'améliorer la salubrité du quartier visé, d'en éradiquer la pauvreté et d'y garantir la sécurité ». Certains chercheurs, comme J. Rousseau (2014), voient dans ces opérations de rénovation le

moyen de contenir l'insécurité sociale en confinant les populations dans les lieux de résidence que leur ont autoritairement affectés les décideurs publics. Les espaces ainsi « nettoyés » sont confiés au secteur privé chargé de capitaliser sur leur valeur marchande et de renforcer par ce moyen l'« attractivité » de la ville, tandis que les populations pauvres expulsées seront relogées en grande périphérie, loin de leurs quartiers et de leur réseaux d'intégration économique, sociale et culturelle¹⁴. Un processus de ce type affaiblit souvent la capacité des habitants à faibles revenus à participer à la production de l'espace, et renforce l'injustice socio-spatiale, mais il est aussi en mesure, simultanément, d'engendrer parfois des résistances de leur part, comme cela a été effectivement le cas à Sulukule.

- 24 À Sulukule, dès le début du projet de transformation, la municipalité de Fatih n'a pas considéré les habitants comme des interlocuteurs légitimes. Ils n'ont reçu les premières informations que par l'intermédiaire de certaines ONG comme la *Chambre des architectes et des ingénieurs d'Istanbul* ou *Human Settlement Association* dont les questions urbaines constituent le centre d'intérêt principal. Ainsi, un comité de liaison, la *Plateforme de Sulukule*, a été institué en 2006 à l'initiative de ces organisations et de certains habitants, afin d'assurer le contact avec la municipalité et d'obtenir des informations sur le déroulement du projet. Ce dernier a été présenté par le maire d'Istanbul lors d'une réunion organisée avec les habitants en avril 2006 comme « le projet urbain le plus social du monde », en ce qu'il visait à améliorer les conditions de vie des Roms, notamment en leur proposant de nouveaux logements. Pourtant, des habitants qui pouvaient prétendre à des logements de ce type en remplacement de leur ancienne habitation – il s'agit majoritairement de propriétaires – ont été soit déplacés dans une cité, Taşoluk, construite à 35 km d'Istanbul ; soit indemnisés selon des critères imprécis, sans être relogés ; soit enfin contraints de s'endetter sur 10 à 15 ans, sans compter l'expropriation forcée de leur maison, pour accéder aux nouveaux logements construits, sur l'emplacement des leurs, à Sulukule¹⁵.
- 25 De nombreux habitants disent avoir pensé, au départ, à accepter la première proposition que leur avait faite le TOKİ, dans l'espoir de voir leurs activités légalisées et les services publics améliorés, mais ils ont refusé ensuite la proposition de la mairie puisque la dimension sociale a été largement négligée. Leur refus tient à plusieurs causes. En premier lieu, accepter une nouvelle maison impliquait de fait un lourd endettement pour des habitants aux ressources financières précaires. Ensuite, ces maisons ne correspondaient pas au style de vie des habitants roms qui passent peu de temps dans les logements, lesquels étaient de toute manière inadaptés pour accueillir la famille élargie, cadre de vie impératif pour ces familles. Tous les habitants que nous avons interrogés insistaient pour nous dire que leur maison leur servait uniquement pour dormir¹⁶. En définitive, ils ont vite compris que le projet n'était pas conçu pour eux, mais plutôt comme une opportunité immobilière extrêmement rentable pour le TOKİ qui prévoyait de vendre les maisons nouvellement construites à l'emplacement des leurs à des populations économiquement et socialement aisées¹⁷.
- 26 L'attitude opaque et autoritaire des décideurs publics imposant le projet sans concertation avec les habitants a incité une partie d'entre eux à s'organiser et à se mobiliser. La mobilisation s'est effectuée autour de deux thèmes, devenus par la suite des revendications centrales : le droit d'habiter la ville et le droit à une vie conviviale dans un environnement humain. Il s'agissait tout d'abord de dénoncer le caractère profondément injuste des projets urbains promus par l'AKP et le fait que leur objectif

principal de rentabilité primait sur la mise en place d'un espace urbain socialement juste. Ainsi, la Plateforme de Sulukule a tenté de montrer que tous les projets de transformation qui étaient entrepris dans la métropole d'Istanbul avaient systématiquement pris pour cibles les quartiers défavorisés et qu'ils consistaient à écarter les catégories sociales les plus pauvres, quitte à les chasser de leurs domiciles, en leur interdisant *de facto* de se loger au centre-ville. Cette première revendication, visant à affirmer le droit à la ville et à une vie sociale « normale », a ensuite été couplée à une seconde, celle de la préservation de l'identité culturelle des Roms. Dans les discours des habitants et des militants associatifs, la rhétorique sur les fondements historiques de l'installation des Roms à Sulukule est systématiquement utilisée pour montrer que les Roms sont les « vrais habitants », les « vrais propriétaires » (şükrü, 15/03/2011) d'Istanbul et qu'ils ont autant le droit d'y vivre et de s'y investir que tout autre citoyen turc, avec leurs identités, leurs traditions et leurs habitudes (Erdi Lelandais, 2014).

- 27 Les habitants interrogés nous ont également expliqué que, jusqu'en 2006, ils n'avaient jamais considéré les manifestations de rue comme un moyen d'expression de leur mécontentement. Malgré les injustices et le mépris dont ils se sentaient victimes en raison de leur origine ethnique, les Roms de Sulukule affirment qu'ils demeuraient loyaux envers les pouvoirs publics et respectaient l'autorité de l'État, précisément parce qu'ils jouissaient de ce « lieu sûr » que constituait Sulukule, où ils vivaient à l'abri du regard de l'État, mais aussi de l'ensemble de la société. À partir du moment où, aux injustices qu'ils subissent, s'ajoute une dimension spatiale, avec une remise en cause de leur espace de vie, alors la crainte de devoir subir un déracinement naît et se développe, donnant au mécontentement une dimension plus forte : désormais jugées inacceptables, ces injustices cumulées poussent les habitants à franchir un pas pour exprimer une résistance plus forte. Ils disent en effet avoir compris que, avec la réalisation de ce projet, un espace constitutif de leur identité ne leur serait plus accessible et qu'ils seraient désormais condamnés à vivre loin de leur quartier. Le président de l'Association précise à ce propos :

« Avant le projet, le réflexe était de ne pas s'opposer à l'État. Cela s'explique par le dénigrement et le mépris [dont sont victimes les Roms] depuis des siècles. Il n'y avait pas d'organisation, d'esprit de résistance, ni de conscience politique. Moi-même, je n'ai que le diplôme de l'école primaire. C'est avec ce projet que j'ai appris à rédiger des lettres officielles ; je suis devenu à la fois urbaniste, juriste, activiste et orateur. Nous avons compris qu'il faut défendre nos droits et que nous avons également notre mot à dire sur des décisions qui nous concernent. » (şükrü, 15/03/2011)

- 28 Pour faire entendre leur voix, les habitants de Sulukule ont mené des actions de résistance à différents niveaux. Plusieurs d'entre elles ont été organisées en mobilisant les compétences musicales et de danse, à savoir celles utilisées par les Roms dans les activités auxquelles ils s'adonnent quotidiennement dans différents coins de leur quartier. Par exemple, une campagne de soutien dénommée « Quarante jours, quarante nuits à Sulukule »¹⁸, qui a consisté à organiser des fêtes de mariages roms durant quarante jours, a comporté de nombreuses manifestations artistiques à l'occasion desquelles s'est exprimée la culture musicale de la communauté, avec la participation de musiciens et d'artistes comme Gogol Bordello¹⁹, Goran Bregovic ou Tony Gatlif, tous des musiciens d'origine rom de différents pays (Fig. 4).

Figure 4. Tony Gatlif lors de sa visite à Sulukule en 2008.



Source : <http://arsiv.ntv.com.tr/news/442944.asp> [site supprimé].

- 29 Des institutions européennes, entre autres l'Union européenne, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la Commission d'Helsinki²⁰ au Congrès américain, ont été saisies par la Plateforme de Sulukule pour faire valoir les droits des habitants et faire pression sur le gouvernement turc. Ce vaste travail de sensibilisation à l'échelle internationale n'a cependant pas été couronné de succès. Il n'est parvenu qu'à retarder la destruction totale du quartier, mais pas à l'empêcher.
- 30 En l'absence de mesures susceptibles de préparer la population au bouleversement qui l'attend et de l'accompagner dans son déracinement, le projet de rénovation de Sulukule a transformé durablement le visage et les habitants du quartier. Sulukule était majoritairement peuplé de Roms qui s'identifiaient très fortement à leur quartier où se déroulait la majeure partie de leur processus de socialisation et où des liens communautaires et de parenté denses permettaient d'établir des réseaux d'entraide mutuelle, au fonctionnement efficace. De fait, le projet de rénovation de Sulukule a eu des conséquences matérielles sur le cadre bâti du quartier, mais il a surtout profondément bouleversé le rapport de ses anciens résidents à l'espace urbain, à l'habitat et à la communauté à laquelle ils appartenaient.

Sulukule après la mise en œuvre du projet de rénovation

- 31 Malgré les protestations et une intense mobilisation qui s'est étalée sur une période de trois ans, Sulukule a été finalement détruit en 2009. Le quartier a été entièrement reconstruit de maisons toutes semblables et d'un tout autre type d'architecture, perdant de ce fait tout ce qui faisait son authenticité (Fig. 5 et 6).

Figure 5. Les nouveaux logements à Sulukule.



Cliché : *Radikal*, avril 2011.

Figure 6. La cité où étaient installés les Roms de Sulukule.



Cliché : G. Erdi, décembre 2011.

- 32 Par ailleurs, Taşoluk, la cité prévue pour le relogement des habitants chassés de Sulukule, a suscité beaucoup de récriminations et nombreux furent ceux qui refusèrent d'occuper les logements prévus, y compris parmi ceux qui avaient pourtant accepté d'aller s'y installer. Les refus tiennent à deux raisons majeures. La première résulte de la conception des logements, qui s'avère inadaptée au mode de vie des relogés. La seconde est due aux caractéristiques du voisinage, composé majoritairement de familles musulmanes conservatrices, ce qui faisait craindre à ceux qui devaient être

relogés d'être tenus à l'écart, pour ne pas dire ségrégés²¹. C'est Bilal, un habitant du quartier (entretien du 17/03/2011) qui nous précise son sentiment :

« [...] C'est-à-dire que notre vie est différente... La vie là-bas [à Taşoluk] est différente. Notre communauté et celles de là-bas sont très différentes. On ne peut pas s'entendre. Ils regardent de travers les gens qui viennent de Sulukule. Si tu amènes ton enfant à l'école, ils disent : "Ceux-là viennent de Sulukule", "ce sont des gitans". Ils ont plein de préjugés. Nous subissons ces remarques, c'est difficile. Ils [les acteurs publics] nous opposent aux autres habitants. Il y aura un jour des bagarres... »

- 33 Les habitants font part également de leur souci de devoir abandonner leurs habitudes et rituels spécifiques à leur quartier. Ainsi Seda, une autre habitante de Sulukule (entretien du 15/03/2011) :

« Les logements à Taşoluk sont parfaits, mais ils auraient dû les construire ici, à Sulukule... Nous avons des traditions, des mœurs, des habitudes. Par exemple, quand il y a un mariage, la famille de la fille et celle du garçon vont ensemble au Grand Bazar pour faire les achats du mariage. Ça veut dire que toutes ces traditions vont disparaître. Il n'y aura pas cette possibilité à Taşoluk. »

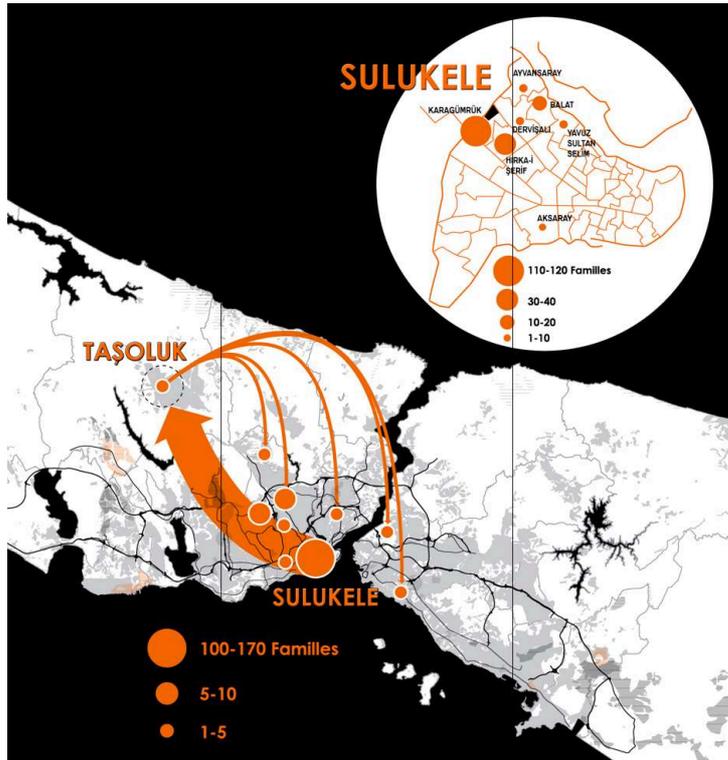
- 34 Sur un autre plan, l'emménagement à Taşoluk a été vivement critiqué par les habitants de Sulukule, parce qu'ils avaient l'habitude de passer leur vie à l'intérieur de leur quartier sans avoir besoin de se déplacer quotidiennement. Par ailleurs, au-delà de la dimension sociale, leurs activités professionnelles nécessitent une proximité avec le centre-ville. Or leur installation à Taşoluk les empêche d'exercer aisément des métiers tels que musiciens, travailleurs dans les ateliers de textile ou vendeurs ambulants, dont certains impliquent de travailler en soirée ; or les transports en commun ne desservent pas Taşoluk le soir. Pour tous les autres actifs, le coût mensuel des déplacements, y compris s'ils n'empruntent que des moyens de transport public, est considérable au regard d'un budget familial qui, par ailleurs, fluctue et doit donc être ajusté au jour le jour. Pour ces mêmes raisons, les charges de copropriété pour les logements de Taşoluk, venant s'ajouter aux mensualités pour le remboursement des crédits à long terme, sont quasiment impossibles à honorer, comme nous le précise Seda (entretien du 15/03/2011) :

« Moi, je suis ouvrière du textile, mon mari était chauffeur de taxi ; mais, pour l'instant, [il est] au chômage, il est asthmatique... Je travaille à Bayrampaşa²². L'atelier me paye toutes les semaines. Comment peut-on faire jusqu'à ce qu'ils arrivent à construire le métro entre Taşoluk et ici ? Il n'y a pas que la question de l'habitation donc... Il faut travailler... On ne va pas manger les murs... »

- 35 Le déracinement, avec le délitement de la solidarité sociale qu'il implique, donne également lieu, de la part des habitants, à de nombreux commentaires regrettant la situation passée. Mais la vérité est plus complexe : les nouveaux résidents sont très partagés entre leur appréciation positive du confort qu'offrent les nouveaux logements et le désagrément que leur procure la distance qui les sépare du centre-ville, source de problèmes pour nombre d'entre eux. Au bout du compte, la plupart des familles installées à Taşoluk dans le courant de l'année 2010 envisageaient de quitter leur nouveau logement, en le cédant à des prix dérisoires, pour revenir s'installer près de Sulukule, notamment dans le quartier de Karagümruk.
- 36 Qu'elle se concrétise ou pas, la simple éventualité d'un départ des nouveaux logements constitue véritablement une forme de résistance au projet des autorités, dans la mesure où il exprime un refus de se voir imposer un lieu et un mode vie qui ne correspondent

pas aux aspirations socio-culturelles et aux activités économiques de la communauté ; il marque aussi la volonté de faire en sorte que perdurent les pratiques collectives, reproduites quotidiennement, du quartier (Clerval, 2011). Ceux qui ont déjà abandonné Taşoluk se sont effectivement réinstallés en majorité à Karagümrük, un quartier où vit une importante communauté rom, pour être au plus près de Sulukule et rétablir ainsi les chaînes de solidarité qui leur sont indispensables pour survivre au quotidien. Toutefois, la limite à ces relocalisations réside dans la disponibilité des logements adaptés aux ressources de ceux qui sont intéressés (Fig. 7).

Figure 7. Relocalisations des habitants de Sulukule.



Source : Ünlü-Yücesoy E., Korkmaz T. (ed), 2007, p. 28.

- 37 Le réinvestissement et la reproduction symbolique du quartier ont également été illustrés par le rétablissement des rites culturels (mariages, enterrements ou cérémonies de circoncision des garçons). Avant que Sulukule ne soit entièrement déblayé de ses décombres, ceux qui avaient quitté le quartier ont décidé de continuer à y organiser les fêtes de mariage ou de circoncision, avec les musiciens du quartier (Erdi Lelandais, 2014). Les Roms restent en effet particulièrement attachés à leurs fêtes, qui peuvent être considérées comme « un lieu de fabrique de modes d'identification, d'attributions catégorielles, de frontières symboliques, de signaux et emblèmes de différences » (Dorrier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007, p. 176). Cet attachement permet aux individus, dispersés dans la ville à cause du projet de rénovation, de s'inscrire dans des actions collectives destinées à entretenir un lien social fort, à rendre visible leur identité culturelle et à faire valoir une identité de quartier (Stébé, Marchal, 2011). Enfin, le quartier ainsi reconstitué – au moins partiellement – grâce à la perpétuation d'actes symboliques permet aux individus d'affirmer leur droit de s'appropriier la ville, de la conformer à leurs besoins et habitudes et de refuser les décisions autoritaires

prises par les autorités (centrales et municipales), qui les excluent, sans pour autant que leurs attentes s'expriment, dans l'espace public, sous la forme d'actes de citoyenneté telles que mobilisations, pétitions ou manifestations de rue.

- 38 Ces manières de « résister en habitant » (Giroud, 2007)²³ sont d'autant plus visibles au sein du quartier qu'elles se combinent avec une vigilance désormais permanente des habitants, conscients de la perte irréversible de Sulukule. Cette vigilance procède de la volonté de protéger ce nouvel espace de vie – que l'on peut considérer comme alternatif – et s'exerce notamment par le contrôle sur les nouveaux arrivants et les personnes étrangères au quartier²⁴. Échaudés et craignant d'être à nouveau victimes d'un autre projet (qui pourrait viser, cette fois-ci, Karagümruk), les habitants réinstallés se montrent extrêmement méfiants à l'égard des acteurs publics. Ils ne voient pas d'un bon œil les personnes étrangères au quartier : non seulement celles-ci n'y sont plus les bienvenues, mais elles ne peuvent plus y circuler librement, étant systématiquement suivies et questionnées. En d'autres termes, la remise en cause des routines spatiales au sein du quartier, telles que faire ses courses, traîner devant le café du coin, organiser son mariage dans la rue, influent directement sur la constitution et la forme que prennent les actions de contestation.
- 39 Toutes ces pratiques habituelles, avec leurs rituels spécifiques, permettent en effet de préserver le groupe en entretenant un sentiment d'appartenance (Tissot, 2014, p. 5). Dans l'organisation de leur vie quotidienne, les habitants adoptent de ce fait des stratégies que l'on peut considérer comme exprimant des résistances invisibles tout en leur permettant de s'approprier l'espace et de consolider les liens d'appartenance au quartier.
- 40 Dans cette quête d'identification, les associations ont joué un rôle important en contribuant à retisser les liens sociaux entre les habitants provenant de Sulukule. L'Association des bénévoles de Sulukule a notamment lancé des programmes d'aide scolaire pour les enfants et des ateliers d'apprentissage et de production d'artisanat pour les femmes. En vue de la promotion du patrimoine musical du quartier, l'Atelier des enfants de Sulukule²⁵ et l'Association de Sulukule pour la solidarité et le développement de la culture rom ont fondé l'*Orchestre rom de Sulukule* et ont organisé plusieurs concerts dans différentes salles, aussi bien à Istanbul qu'à l'étranger²⁶. Les associations ont ainsi joué un rôle pivot dans la perpétuation de certains rituels et habitudes propres au quartier, mais également dans l'éducation et la mobilisation des habitants, avec, par exemple, des cours de lecture et d'écriture destinés aux adultes pour apprendre à s'exprimer et à se défendre face aux autorités publiques. Enfin, la musique a permis de faire perdurer la mémoire du quartier et de valoriser l'héritage qui lui est attaché. Un groupe de jeunes rappeurs originaires de Sulukule, *Tahribat-ı İsyân*, a été fondé après la démolition du quartier et pendant l'achèvement du projet de rénovation pour exprimer la colère des habitants par des chansons²⁷. Si le nom du quartier, Sulukule, continue aujourd'hui encore à être employé, c'est grâce à tous ces groupes, alors même qu'il ne constitue plus, physiquement, un lieu d'habitation pour les Roms.

Conclusion

- 41 Le portrait social du quartier avant et après le projet de rénovation montre ainsi que la destruction de Sulukule n'a pas engendré la disparition du mode de vie et des habitudes

de la communauté rom ; néanmoins, il a rendu celle-ci, ainsi que ses pratiques quotidiennes, invisibles dans l'espace public. La réalisation du projet a fait perdre au quartier son authenticité sans pour autant réussir à le rendre attractif pour les classes moyennes supérieures. Les maisons récemment construites se sont très peu et mal vendues, de sorte que leurs propriétaires, au lieu d'habiter les lieux, préfèrent les louer, ce qu'ils font principalement à des réfugiés syriens. D'après les anciens habitants et les bénévoles de l'Association de Sulukule, le quartier rénové paraît désert ; personne n'y circule et, de ce fait, certains logements serviraient, d'après les habitants avec lesquels j'ai discuté, à la prostitution. Bien que ces affirmations ne soient pas aisément vérifiables, elles décrivent une situation que les Roms pensent vraie, et qui engendre de leur part une certaine incompréhension – si ce n'est de la colère –, car leur quartier a toujours été décrit comme un lieu de prostitution et de criminalité.

- 42 Le cas de Sulukule apporte la confirmation que la transformation urbaine est un processus complexe, aux effets contradictoires, autrement dit : « qui ne va pas de soi ». Source de déracinement des populations qu'elle affecte, elle engendre parfois des réactions d'opposition. Les habitants, dont les compétences sont *a priori* niées par les autorités, trouvent plus ou moins rapidement les moyens pour la contourner ou la pervertir. À Sulukule, la mobilisation a pris une telle ampleur au niveau national et international qu'elle a rendu quasiment impossible la valorisation du foncier qu'espéraient si impatiemment la mairie de Fatih et le TOKİ. La médiatisation de la situation que la rénovation a imposée aux Roms de Sulukule a dissuadé les investisseurs potentiels de s'y installer, mais la réalisation du projet a par ailleurs rendu impossible toute possibilité de retour de cette communauté en ce lieu.

BIBLIOGRAPHIE

Advisory Group on Forced Evictions (AGFE), 2009, *Report to the Executive Director of the Un-Habitat Program on Mission to Istanbul 8-11 June 2009*, UN-Habitat.

Akça İ., Bekmen A., Özden B., 2014, *Turkey Reframed. Constituting Neoliberal Hegemony*, Londres, Pluto Press.

Balaban U., 2010, "The Enclosure of Urban Space and Consolidation of the Capitalist Land Regime in Turkish Cities", *Urban Studies*, vol. 48, n° 10, p. 2162-2179.

Brawley L., 2009, "The Practice of Spatial Justice in Crisis", *Justice spatiale/Justice sociale*, n° 1. <https://www.jssj.org/wp-content/uploads/2012/12/JSSJ1-2en2.pdf> [consulté le 02/09/2019].

Brown W., 2006, "American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and Dedemocratisation", *Political Theory*, vol. 34, n° 6, p. 690-714.

Cavuşoğlu E., Strutz J., 2014, "‘We’ll Come and Demolish Your House!’: The Role of Spatial (Re)Production in the Neoliberal Hegemonic Politics of Turkey", in Akça I., Bekmen A., Özden B.A. (dir.), *Turkey Reframed. Constituting Neoliberal Hegemony*, Londres, Pluto Press.

- Çevik M., 2011, "Forced Evictions in Istanbul", *4 Cities Unica Euromaster in Urban Studies programme* [working paper].
- Clerval A., 2011, « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ? L'exemple de Paris intra-muros », *Espaces et sociétés*, 2011/1-2, n° 144-145, p. 55-71. <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2011-1-page-55.htm> ; DOI : 10.3917/esp.144.0055 [mis en ligne le 03/05/2011 ; consulté le 02/09/2019].
- Clerval A., 2014, « Gentrification », *HyperGeo*. <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article497#> [consulté le 02/09/2019].
- Dorier-Apprill E., Gervais-Lambony P. (dir.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin.
- Enlil Z.M., 2011, "The Neoliberal Agenda and the Changing Urban Form of Istanbul", *International Planning Studies*, vol. 16, issue 1, p. 5-25.
- Erdi-Lelandais G., 2014, "Space and Identity in Resistance Against Neo-liberal Urban Planning in Turkey", *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 5, vol. 38, p. 1785-1806.
- Fijalkow Y., 2007, « L'agglomération des hygiénistes : du logement à l'îlot dans des enquêtes parisiennes, 1850-1900 », Conférence dans le cadre du séminaire FMSH *Les catégories de l'urbain*. L'agglomération, 21/05/2007.
- Flamand J.-P., 2001, *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui ».
- Foggo H., 2007, "The Sulukule Affair: Roma against Expropriation", *Roma Rights Quarterly*, n° 4. http://www.errc.org/uploads/upload_en/file/02/F6/m000002F6.pdf [consulté le 02/09/2019].
- Giroud M., 2007, *Résister en habitant ? Renouveau urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat, sous la dir. de F. Dureau, Université de Poitiers [non publiée].
- Hackworth J., Smith N., 2001, "The changing state of gentrification", *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 92, issue 4, p. 464-477.
- Huxley M., 2007, "Geographies of Governmentality", p. 185-204, in Crampton J.W., Elden S. (dir.), *Space, Knowledge and Power. Foucault and Geography*, Hampshire, Burlington, Ashgate Publishing.
- Istanbul Belediyesi [Mairie métropolitaine d'Istanbul], 2005, *Tarihi yarımada 1/5000 Ölçekli Koruma Amaçlı Nazım İmar Planı* [Plan régulateur au 1/5 000^e en vue de la protection de la péninsule historique], Istanbul.
- Kirişçi K., 2000, "Disaggregating Turkish Citizenship and Immigration Practices", *Middle Eastern Studies*, n° 36, 3, p. 1-22.
- Kolukırcık S., 2005, "Türk Toplumunda Çingene İmgesi ve Önyargısı" [Images et préjugés sur les Tsiganes en Turquie], *Sosyolojik Araştırmalar Dergisi* [Journal de la recherche sociologique], n° 8, 2, p. 52-71.
- Lévy-Vroelant C., 2002, « Mobilités et espaces de l'habiter des classes populaires urbaines de la fin du XIX^e siècle aux années 1950 », *Espaces et sociétés*, n° 108-109, p. 215-238.
- Lovering J., Türmen H., 2011, "Bulldozer Neo-liberalism in Istanbul: The State-led Construction of Property Markets, and the Displacement of the Urban Poor", *International Planning Studies*, n° 16 (1), p. 73-96.

Mathieu L., 2011, « Territoires et mises en espace des mobilisations », p. 185-195, in Bonny Y., Ollitrault S., Keerle R., Le Caro Y. (dir.), *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Ortaylı İ., 2002, *İstanbul'dan Sayfalar*, Istanbul, İletişim Yayınları.

Ripoll F., 2005, « S'approprier l'espace... ou contester son appropriation ? Une vue des mouvements sociaux contemporains », *Norois*, 195 | 2005/2, p. 29-42. <http://journals.openedition.org/norois/489> ; DOI : 10.4000/norois.489 [mis en ligne le 06/08/2008, consulté le 02/09/2019].

Rose D., 2006, « Les atouts des quartiers en voie de gentrification : du discours municipal à celui des acheteurs. Le cas de Montréal », *Sociétés contemporaines*, 2006/3, n° 63, p. 39-61. <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2006-3-page-39.htm> ; DOI : 10.3917/soco.063.0039 [consulté le 02/09/2019].

Rousseau J., 2014, « Villes marchandes et villes rebelles : préparation aux méga-événements et reconfiguration des formes d'exercice du pouvoir au Brésil », *Mouvements*, 2014/2, n° 78, p. 24-30. <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2014-2-page-24.htm> ; DOI : 10.3917/mouv.078.0024 [mis en ligne le 14/05/2014 ; consulté le 02/09/2019].

şengör C., Le Pichon X., 2003, "The North Anatolian Fault in the Sea of Marmara", *Journal of Geophysical Research Atmospheres*, n° 108 (B4).

Sewell Jr W.H., 2001, "Space in contentious politics", p. 51-88, in Aminzade R.R., Goldstone J.A., McAdam D., Perry E.J., Sewell Jr W.H., Tarrow S., Tilly C., *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

Smith N., 1996, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, London, Routledge.

Somersan S., Kirca-Schroeder S., 2010, "Resisting Eviction: Sulukule Roma in Search of Right to Space and Place", *Anthropology of East Europe Review*, n° 25, 2, p. 96-107.

Stébé J.-M., Marchal H., 2011, *Les Grandes questions sur la ville et l'urbain*, Paris, PUF.

Tissot S., 2014, « Entre soi et les autres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014/4, n° 204, p. 4-9. <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2014-4-page-4.htm> ; DOI : 10.3917/arss.204.0004 [mis en ligne le 06/10/2014 ; consulté le 02/09/2019].

Ünlü-Yücesoy E., Korkmaz T. (ed.), 2007, *Istanbul. Living in Voluntary and Involuntary Exclusion*, Istanbul.

Vermeersch S., 2006, « Liens territoriaux, liens sociaux : le territoire, support ou prétexte ? », *Espaces et sociétés*, 2006/3, n° 126, p. 53-68. <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2006-3-page-53.htm> ; DOI : 10.3917/esp.126.0053 [mis en ligne le 01/01/2007 ; consulté le 02/09/2019].

NOTES

1. On estime à 120 le nombre de quartiers stambouliotes faisant l'objet de ce type de projets urbains qui engendrent des déplacements forcés de populations (Çevik, 2011).
2. Notamment pour l'implantation de centrales hydroélectriques privées.
3. Nous préférons utiliser l'expression « projet de transformation » quand il s'agit des *gecekondu* (constructions informelles construites en une nuit), puisqu'on procède en général à la

destruction totale de ces quartiers et à leur remplacement par des constructions totalement neuves. Nous réserverons donc plutôt l'expression de « projet de rénovation » aux opérations qui concernent d'anciens quartiers historiques paupérisés, même si les projets de ce type transforment également les quartiers concernés en profondeur.

4. Dans cet article, on n'approfondira pas le concept de gentrification et l'on préférera s'en tenir à la définition d'A. Clerval (2014). Nous montrerons uniquement qu'il s'agit de l'un des processus commandité par l'État *via* des projets de transformation/rénovation pour augmenter la valeur foncière de certains quartiers informels et/ou insalubres.

5. Nous définissons le néolibéralisme comme une logique et une rationalité politiques normatives qui régit la sphère politique, les pratiques gouvernementales et la citoyenneté (Brown, 2006). Il ne prétend pas seulement gouverner la société au nom de l'économie, mais il s'emploie à construire des institutions visant à étendre la logique du marché à tous les registres de la vie politique et sociale. Dans ce sens, le néolibéralisme représente, d'après L. Brawley (2009), la dépolitisation radicale des inégalités structurelles et entraîne une tolérance accrue à leur égard. Dans cet article, quand nous parlons d'urbanisation néolibérale, il s'agit de mettre en relation la rationalité productive associée à la liberté avec les registres spatiaux de la gouvernabilité (Huxley, 2007).

6. La néolibéralisation des politiques urbaines en Turquie a été largement étudiée depuis une dizaine d'années. Pour une réflexion détaillée sur ce sujet, voir Lovering, Türkmen, 2011 et Akça *et al.*, 2014.

7. Terme utilisé pour désigner l'habitat informel en Turquie. Il signifie littéralement « maisons construites en une nuit ». Pour l'approfondissement théorique, voir le numéro spécial « *Gecekondu* », *European Journal of Turkish Studies*, n° 1, 2004, qui propose une réflexion sur l'usage et les définitions du terme *gecekondu* qui est souvent utilisé sans être conceptualisé dans les études urbaines turques. Nous n'approfondirons pas davantage le débat sur le *gecekondu*, puisque le quartier en question, Sulukule, n'est pas un quartier de *gecekondu*.

8. Ces qualificatifs figurent constamment dans les discours des décideurs publics et les brochures de présentation des divers projets immobiliers. Le président du TOKİ définissait ces quartiers, à l'occasion de l'ouverture d'une conférence en 2007, de la manière suivante : « Aujourd'hui, la transformation urbaine figure parmi les deux-trois problèmes les plus importants de la Turquie. Mais la Turquie ne peut pas parler du développement sans résoudre le problème des bidonvilles. On sait que la source des problèmes de santé, d'illettrisme, de drogue, de terrorisme et de défiance envers l'État se trouve dans les zones de bidonvilles. La Turquie doit se débarrasser à tout prix des bâtiments illégaux et peu résistants contre les séismes » ; cf. <http://www.mimnap.org/w/?p=2114> [mis en ligne 13/11/2007 ; consulté le 10/09/2019].

9. Le site d'Istanbul est localisé en bordure de la faille nord-anatolienne qui traverse, sur une longueur de 1 200 km, la Turquie d'est en ouest, la mer de Marmara constituant un relais entre les deux branches principales nord et sud. Au cours du XX^e siècle, la rupture de cette faille s'est propagée d'est en ouest par tronçons successifs. Le dernier événement de cette nature particulièrement grave a été le séisme d'Izmit, en 1999, de magnitude 7,4 sur l'échelle de Richter. Son épicerne était localisé à proximité de la ville d'Izmit, dans la province de Kocaeli, son foyer (hypocentre) étant situé à 17 km de profondeur. Le bilan officiel fut de 18 373 morts, 23 781 blessés et 96 796 logements effondrés. Les observations réalisées sur la plaque tectonique entre le lieu du séisme de 1999 et la mégapole d'Istanbul montrent qu'il s'agit d'une des zones au monde où le risque sismique objectif est le plus élevé. La probabilité d'occurrence d'un séisme de magnitude supérieure à 7,6 sur l'échelle de Richter d'ici 2050 est estimée à 50 % pour la faille en mer de Marmara (Şengör, Le Pichon, 2003).

10. Le *muhtar* est le représentant de l'État à l'échelon administratif de base. Il est élu au suffrage universel par les habitants du quartier lors des élections municipales. Une fois élu, il occupe son poste pendant quatre ans ; il est chargé de fournir des papiers administratifs, tels que les

justificatifs de domicile, les copies de cartes d'identité, etc. C'est également lui qui affiche les listes électorales.

11. Concernant le concept d'« entre-soi », nous adoptons la définition de S. Tissot (2014) qui souligne notamment la nécessité pour les groupes opprimés de préserver cet entre-soi, ce qui conduit à créer des espaces protégés dans la ville, en réaction aux discriminations et au mépris qu'ils subissent régulièrement.

12. Neşe Ö., *Discrimination et insulte aux Roms devant la Commission parlementaire des Droits de l'Homme*, <http://www.bianet.org/biamag/belediye/103963-romanlara-insan-haklari-komisyonunda-da-ayrimcilik-ve-asagilama> [mis en ligne le 05/01/2008 ; consulté le 10/09/2019 ; trad. de l'Auteure].

13. Y. Fijalkow (2007, p.2) décrit les caractéristiques de cette approche hygiéniste de l'urbanisation de la manière suivante : « Diagnostiquer la ville malade, selon le projet hygiéniste, n'est donc rien moins que de décrire une société urbaine en opérant un certain nombre de choix. Ainsi, rechercher "la bonne forme d'une population" (forme démographique) sans prendre en considération la culture des groupes et les individus ; raisonner par totalisations géographiques abstraites et les considérer comme agissantes ; disposer d'une connaissance profonde des problèmes locaux tout en développant des comparaisons internationales ; vouloir prévenir les risques sanitaires et sociaux en considérant ces domaines comme perméables l'un à l'autre... sont les caractéristiques majeures de ce projet hygiéniste. »

14. Ce processus est observé dans d'autres pays comme le Brésil et s'inscrit ainsi dans une tendance générale (Rousseau, 2014).

15. Les conditions de crédit donnaient au TOKİ le droit de revoir les prix des nouveaux logements à la hausse. De ce fait, les remboursements mensuels augmentaient régulièrement, en même temps que la durée de remboursement était prolongée. Les propriétaires n'ont pas reçu non plus la maison de leur choix. Les maisons ont en effet été attribuées d'une manière aléatoire. De plus, dans ce système, aucune compensation ou droit n'a été prévu pour les locataires résidant dans le quartier. Voir l'article "Sulukule evleri duble borca batti" [Les maisons de Sulukule ont fait doubler la dette des habitants], *Radikal*, 12/11/2012.

16. Avant le projet de transformation urbaine, les maisons des Roms étaient souvent reliées entre elles, soit par un jardin, soit par des passages intérieurs permettant d'aller d'une maison à une autre sans sortir. Ces maisons se résumaient souvent à deux pièces (une pour dormir, l'autre pour regarder la télévision). Les nouvelles maisons prévoyaient par contre des garages souterrains, des jardins cloisonnés, tandis que les lotissements-résidences étaient clôturés et sécurisés, ce qui rendait la fréquentation et la communication infiniment plus compliquées que ce qu'elles étaient auparavant.

17. Cette destination des projets de construction a été révélée par plusieurs journaux dont les enquêtes montraient clairement que les nouvelles maisons de Sulukule ont été vendues à certains députés de l'AKP et à des hommes d'affaires proches de ce parti, et ce bien avant leur construction. Voir "İşte Sulukule'nin rantsal dönüştürümü" [Voici la transformation rentière de Sulukule], *Hürriyet*, 18/03/2009 ; "Yeni AKP mahallesi Sulukule" [Sulukule : nouveau quartier AKP], *Radikal*, 19/03/2009.

18. Les informations sur cette campagne peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://40gun40gece-sulukule.blogspot.fr/2007/10/40-days-40-nights-sulukule-summary.html> [mis en ligne 13/10/2017 ; consulté le 10/09/2019].

19. Gogol Bordello est le nom d'un groupe de gypsy punk américain, originaire de New York. Ce groupe a écrit une chanson spécifique pour Sulukule qui peut être écoutée sur YouTube : <https://youtu.be/hXHHeBMPLEU> [consulté le 10/09/2019].

20. Il s'agit d'une agence gouvernementale américaine indépendante, créée en 1976 pour « pousser les gouvernements à améliorer leur bilan en matière de Droits de l'Homme et permettre, malgré la division de l'Europe, des contacts élargis entre les peuples ».

21. La mairie de l'arrondissement auquel le quartier Taşoluk est rattaché est un des fiefs de l'AKP depuis plus de quinze ans. Aux dernières élections législatives du 1^{er} novembre 2015, l'AKP y a obtenu 56 % des voix (1 543 sur 3 496).
22. Il s'agit de l'arrondissement limitrophe de Fatih, non loin de Sulukule. Il est distant de Taşoluk de 26 km.
23. Qu'il me soit permis, puisque je reprends ici une formulation de M. Giroud, de rendre hommage à notre collègue géographe que nous avons perdu malheureusement trop tôt lors de l'attentat du *Bataclan*.
24. Les adultes interrogés dans le local de l'Association de Sulukule nous ont dit que les enfants les informaient dès qu'ils voyaient arriver un étranger, notamment s'il leur paraissait « bien habillé », depuis que les habitants « se sont fait avoir », d'après leur propre dire, par les représentants de la mairie au moment du lancement du projet quand des agents de la municipalité sont venus leur faire signer des papiers en disant qu'il ne s'agissait que d'enquêtes.
25. Cet atelier a été créé en 2010 avec la collaboration du Conservatoire de l'Université technique d'Istanbul et du commissaire en charge de l'organisation du programme découlant de la décision de l'Union européenne de faire d'Istanbul la « Capitale culturelle de l'Europe pour l'année 2010 ».
26. Pour un extrait du concert de ce groupe, voir <http://dai.ly/xfhiut> [consulté le 10/09/2019].
27. Pour comprendre comment ce groupe exprime sa colère et conteste le projet visant Sulukule, il existait une vidéo intitulée *Wonderland*, réalisée par H. Altindere pour la 13^e biennale d'Istanbul en 2013 ; elle est aujourd'hui malheureusement indisponible.
-

RÉSUMÉS

Depuis le début des années 2000, l'approche néolibérale s'impose dans la fabrique de l'espace urbain en Turquie, l'objectif fondamental étant de rendre la ville attractive à travers des projets de transformation qui, par ailleurs, favorisent la gentrification de nombreux quartiers. Sulukule en fait partie. Ce quartier, majoritairement peuplé de Roms, a subi un projet de transformation urbaine entre 2006 et 2011 provoquant le déplacement forcé et la dispersion de la population, ainsi que la destruction massive de logements. La valorisation foncière était l'objectif principal du projet à travers la gentrification du quartier, synonyme de l'arrivée de classes favorisées. Cet article propose un panorama social de ce quartier avant et après le projet et étudie les transformations et évolutions socio-économiques et culturelles observées dans la vie quotidienne en son sein.

Since the beginning of the 2000s, the neoliberal approach has prevailed in the fabric of the urban space in Turkey, the main objective being to make the city attractive through transformation projects, which, moreover, favour the gentrification of many neighbourhoods. Sulukule is one of them. This neighborhood, mostly populated by Roma, underwent a project of urban transformation between 2006 and 2011 causing the forced displacement and the dispersion of the population, as well as the massive destruction of houses. The valorization of land was the main objective of the project through the transformation of the neighbourhood, ensuring the arrival of high-income classes. This article proposes a social panorama of this neighbourhood before and after the project and studies the transformations and socio-economic and cultural changes observed in the daily life within it.

INDEX

Mots-clés : Turquie, Transformation urbaine, Mobilisation, Sulukule, Rom, Istanbul, Identification, Résistance

Keywords : Turkey, Urban Transformation, Mobilisation, Roma, Sukulule, Istanbul, Identification, Resistance

AUTEUR

GÜLÇİN ERDI

Chargée de recherche CNRS, Sociologue, UMR CITERES, Équipes CoST & EMAM
gulcin.erdic@univ-tours.fr